

« *L'image s'affirme toujours plus comme le point d'entrée dans l'actualité avec le développement des réseaux sociaux et les nouveaux moyens d'accéder à l'information, comme le téléphone mobile et la tablette* ». C'est ce qu'explique le directeur de la photo à l'AFP, M. Francis Kohn. Longtemps considérée comme un simple accompagnement, elle est en effet aujourd'hui indispensable au texte et réciproquement. Les jeunes, notamment, accèdent souvent à l'information par l'image.

Pourtant, les photoreporters se trouvent aujourd'hui souvent dans une situation de précarité dont on parle peu, notamment les reporters de guerre qui sont pourtant soumis à des dangers évidents et à un stress perpétuel. Ainsi, une étude publiée en novembre 2013 par la SCAM révélait que dans la catégorie reporters de guerre, un photographe sur deux percevait des revenus inférieurs ou équivalents au Smic, et que par conséquent la moitié des photographes couvrant des conflits armés n'était pas assurés.

Pour remédier à cette situation, une mission de médiation entre les agences et les éditeurs de presse avait été confiée le 21 juin 2013 à M. Francis Brun-Buisson, conseiller maître à la Cour des comptes, afin de définir un « code de bonnes pratiques » en matière de photographie de presse. Trois ans après, estimez-vous que la situation des photoreporters s'est améliorée, en particulier celle de ceux – freelance ou salariés - auxquels a recours l'AFP ?

Entre la nécessité de couvrir l'événement et celle de se protéger, vous insistez à plusieurs reprises sur le fait que c'est la sécurité qui prime et que la prévention des risques fait désormais partie des priorités de l'AFP.

Il semblerait pourtant que beaucoup reste à faire, la majorité des grands groupes de presse n'ayant pas de programme international pour couvrir les journalistes indépendants en cas d'urgence médicale.

Alors même que le droit international s'est particulièrement développé sur les questions du droit à l'information, de la protection des civils, du respect des droits de l'homme, aucune condamnation n'est prononcée dans 90% des affaires ayant trait à des assassinats de journalistes^[1]. Ce n'est pas le manque de lois qui pose problème, mais bien l'échec de leur mise en œuvre et la condamnation des crimes commis contre les journalistes de la part des Etats-membres à l'ONU.

J'ai récemment interpellé le Gouvernement pour savoir quel système de protection, à l'échelle de l'Etat, était envisagé pour la protection des journalistes en zone de conflit armé ou non, plus particulièrement en ce qui concerne les femmes, pour faciliter l'exercice de leur métier. Qu'en est-il du côté de l'AFP ?

Comme on l'apprend dans le livret que vous nous avez distribué, l'AFP dispose d'un important réseau d'informateurs avec un bureau basé à Beyrouth et une rédaction à Nicosie

qui lui fournissent notamment des informations sur la Syrie.

Or, si nous avons beaucoup d'informations sur la Syrie, nous en avons toujours très peu sur la guerre qui ravage le Yémen depuis plus d'un an, et où les protagonistes peinent à progresser dans les difficiles pourparlers de paix entamés le 21 avril dernier sous l'égide de l'ONU. Cela peut paraître cynique mais j'ai l'impression que nous n'en avons parlé ces derniers jours uniquement parce qu'une personne franco-tunisienne avait été prise en otage...

Comment expliquez-vous le manque d'informations que nous observons cruellement depuis plus d'un an maintenant sur ce qui se passe au Yémen ? Quelle est la politique de l'AFP à son encontre ?

J'en profite pour dire que je suis actuellement en train d'organiser un colloque sur le Yémen qui devrait avoir lieu avant la suspension de travaux cet été – auquel, d'ailleurs, l'ensemble de mes collègues ici présents seront conviés. Ce sera un moyen de faire la lumière sur ce qui s'y passe, en particulier sous le prisme de la culture et du patrimoine (les dégâts en la matière étant nombreux et irréparables).

La valeur numéro un de l'AFP, que l'on retrouve dans le statut fondateur datant de 1957, est la fiabilité.

L'AFP a même un rôle de *certification*, comme on a pu le constater au moment des attentats de novembre dernier, où certains utilisateurs conseillaient de suivre le compte de l'AFP sur Twitter pour ne pas céder aux rumeurs infondées (sur le lieu des attaques, le nombre de victimes, etc.).

En parlant de Twitter, l'AFP a passé à la mi-juin le cap symbolique du million d'abonnés, en en gagnant encore 500 000 au deuxième trimestre 2015. Or, on sait que sur les réseaux sociaux, on trouve le meilleur mais aussi le pire. Comme il est écrit dans le livret que vous nous avez fourni, « fiabilité versus rapidité, tel est l'enjeu ».

Comment concilier cette exigence de fiabilité avec une montée en gamme sur les réseaux sociaux ? Ne pensez-vous pas que l'on risque de faire primer le pathos sur le logos, l'émotion sur l'information, le spontané sur le réfléchi ?